

## Études internationales



Rondot, Philippe. « *Le Proche-Orient à la recherche de la paix, 1973-1982* ». Paris, P.U.F., Coll. « Perspectives Internationales », 1982, 216 p.

Daniel Colard

Volume 14, numéro 3, 1983

Le nouvel ordre industriel international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701565ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701565ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Colard, D. (1983). Compte rendu de [Rondot, Philippe. « *Le Proche-Orient à la recherche de la paix, 1973-1982* ». Paris, P.U.F., Coll. « Perspectives Internationales », 1982, 216 p.] *Études internationales*, 14(3), 588–590.  
<https://doi.org/10.7202/701565ar>

politique extérieure iranienne le Ministre de la Cour de Reza, Teymourash. Hostile à l'influence britannique dans son pays, celui-ci a été, jusqu'à sa destitution en 1932, le principal artisan d'une politique de coopération avec l'URSS. Rezun a eu accès à des documents personnels conservés par la famille de Teymourash, et son livre ressemble parfois à une biographie politique de son héros.

Les interprétations de l'auteur me semblent incertaines sur deux points: Le premier concerne les tentatives faites par l'URSS pour obtenir une concession pétrolière dans le nord de l'Iran. S'agissait-il principalement de chercher à avoir accès à une ressource économique, ou d'un prétexte, le but véritable étant de mettre en place en Iran un instrument supplémentaire pour influencer la politique de ce pays? Sur ce point, le livre de Rezun n'apporte guère de lumière utile. L'auteur affirme d'abord, comme un fait établi, que le nord de l'Iran est « prodigieusement riche » en gisements pétroliers (p. 73). Plus loin (p. 234), il reconnaît que la zone qui était l'objet des demandes soviétiques de concession est pauvre en pétrole et que l'objectif de Moscou était plus probablement politique.

Le second point concerne les raisons de l'invasion anglo-soviétique de l'Iran en 1941. La justification donnée à l'époque, la présence en Iran d'agents allemands, est-elle véridique, ou n'a-t-elle été, comme l'ont cru depuis la plupart des historiens, qu'un prétexte, la véritable raison étant le besoin d'ouvrir une voie de passage à travers l'Iran pour l'aide occidentale à l'URSS? L'auteur annonce dans son introduction qu'il va « prouver hors de tout doute » que la première raison, mettre fin à la menace des agents allemands, a eu plus de poids dans la décision soviétique que la seconde, s'assurer des communications à travers l'Iran. Il montre effectivement que la présence d'agents allemands en Iran était bien réelle, et que ceux-ci représentaient pour l'URSS une menace de harcèlements frontaliers ou de sabotages contre Bakou. Mais l'invasion de l'Iran a obligé l'armée soviétique à détourner des forces importantes du front principal, à un moment où sa situation sur celui-ci est extrêmement difficile, et s'il s'était agit seulement

de prévenir des harcèlements frontaliers, on peut penser que cela aurait pu être fait de manière moins coûteuse. C'est parce qu'ils représentaient une menace pour les communications à travers l'Iran, que les agents allemands méritaient qu'on prenne contre eux une mesure aussi radicale. L'auteur, d'ailleurs, ne l'ignore pas (pp. 311, 372, 373), et on peut penser que ce qu'il démontre effectivement est moins catégorique et moins opposé aux interprétations de ses prédécesseurs, que ce qu'il annonce dans son introduction.

La lecture du livre de Rezun est extrêmement captivante. Il s'agit d'un travail de recherche remarquable, et d'une contribution très importante à la connaissance de l'histoire politique de l'Iran. Un regret: on y trouve un nombre vraiment excessif d'erreurs typographiques.

Jean-Pierre DERRIENNIC

*Département de science politique*  
*Université Laval*

RONDOT, Philippe. « *Le Proche-Orient à la recherche de la paix, 1973 – 1982* ». Paris, P.U.F. Coll. « Perspectives Internationales », 1982, 216 p.

La collection nouvelle que dirige Ch. Zorgbibe s'enrichit de nouveaux ouvrages: après ceux consacrés à la Méditerranée et à l'Afrique voici le premier qui traite du Proche-Orient, zone névralgique s'il en est puisque les conflits n'ont pas cessé dans cette région depuis plus de trente cinq ans... On sait que cette collection « Perspectives internationales » – expression intellectuelle de l'« École française des relations internationales » – met l'accent sur l'étude de la « nouvelle politique étrangère ». Celle-ci est née de l'analyse du risque nucléaire qui suscite l'unité du monde, et de la rivalité nucléaire qui fige sa fragmentation. Elle ne néglige pas le rôle des « stratèges civiles » et des « acteurs classiques », des relations internationales, mais elle privilégie, plus que les autres apports, le « rôle du transnational ».

C'est dans cet esprit qu'il faut replacer l'ouvrage de Philippe Rondot qui brosse un tableau très complet de l'évolution du conflit israélo-arabe et israélo-palestinien d'octobre 1973 à avril 1982, c'est-à-dire de la « Guerre du Kippour » à la restitution totale du Sinaï par Israël à l'Égypte conformément aux dispositions du traité de paix du 26 mars 1979.

L'étude est le produit d'une série de travaux de recherche effectués pour une thèse de doctorat de sociologie politique sur « Les projets de paix arabo-israélien (1947-1978), soutenue en mars 1980 sous la direction de Jacques Vernant. Pour des raisons de volume et parce que de nombreux livres ont déjà été publiés sur la période 1947-1973, l'auteur a volontairement ici privilégié la phase la plus récente de ce douloureux et interminable conflit.

Le travail est essentiellement axé sur la diplomatie américaine et égyptienne comme le prouve l'intitulé des quatre chapitres qui structurent l'ouvrage: H. Kissinger et le Proche-Orient ou une diplomatie de crise (octobre 1973 – octobre 1976); le président Carter à la recherche d'un compromis impossible (novembre 1976 – novembre 1977); de Jérusalem à Camp David (novembre 1977 – septembre 1978); la Paix égypto-israélienne (octobre 1978 – avril 1982).

Philippe Rondot n'ignore rien du contentieux israélo-arabe. Il est précis, complet, honnête. La période 1973-1982 peut effectivement être traitée comme un tout. Mais l'auteur décrit plus qu'il n'explique; cette démarche intellectuelle s'explique sans doute par la nature de l'étude et par le choix d'un plan purement chronologique. Était-il possible de procéder autrement sans prendre de risques « politiques », c'est-à-dire personnels?

À la lecture du livre une idée maîtresse apparaît; la recherche de la Paix est imputable exclusivement à trois personnages-clefs: H. Kissinger, J. Carter et A. al-Sadate. Les autres responsables ne comptent pas ou presque: Y. Arafat, M. Begin, le roi Hussein, L. Brejnev. Il est vrai que le recul historique nous manque pour porter un jugement équilibré sur des événements aussi récents. Cela

étant, la complexité de l'imbroglio moyen-oriental est telle qu'il est peut-être hasardeux de ne pas souligner davantage le rôle de tous les responsables, l'action de tous les acteurs et l'influence de tous les facteurs – externes et internes – en présence dans cet insoluble conflit. L'interaction entre les uns et les autres aurait mérité – malgré la difficulté de la tâche – des développements plus approfondis pour expliquer la passivité de l'URSS par exemple ou la dégradation progressive de la situation au Liban dès 1976. La diplomatie des « petits pas », chère à H. Kissinger, est exposée dans tous ses détails mais elle n'a débouché que sur des accords de « désengagement » (accords du km 101 du 18/01/1974 et du 31/05/1974). Le processus de paix se met en marche en novembre 1977 avec le voyage-surprise du président Sadate à Jérusalem qui ouvre la porte au « plan Carter », aux « Accords de Camp David » de 1978 et à la signature du premier traité de paix conclu par Israël avec un État arabe en mars 1979. Tels sont les enchaînements politiques principaux qui confèrent à cette période une indiscutable unité.

Le dernier chapitre est beaucoup plus original que les trois précédents car Philippe Rondot n'hésite pas à soulever les vraies questions en analysant le sens et la portée de la paix israélo-égyptienne. Surtout, il en trace bien les limites: le traité du 26 mars 1979 signé entre Jérusalem et Le Caire ne résout pas au fond le problème. D'où la nécessité d'envisager la relève des « Accords de camp David » si l'on veut établir une « paix juste et durable » dans la région orientale du bassin méditerranéen. S'il est vrai, comme l'a écrit Ch. Zorgbibe dans l'un de ses livres, que la Méditerranée est une sorte de microcosme du monde d'aujourd'hui, au « carrefour des tensions » Est/Ouest mais aussi Nord/Sud, l'apaisement des passions ne pourra intervenir que de deux façons: soit à la faveur d'un partage de zones d'influence entre les deux Super-Grands, soit à la faveur d'un désengagement concerté entre Moscou et Washington.

Quoiqu'il en soit l'évacuation totale du Sinaï – quinze ans après la Guerre de Six jours (1967) – marque à coup sûr une date significative dans la recherche d'un règlement global

au Proche-Orient. L'invasion du Liban par Israël en juin 1982 (opération « Paix pour la Galilée ») et la signature d'un traité sur l'évacuation de ce territoire par les troupes de Tsaal, le 17 mai 1983, ouvrent effectivement une nouvelle phase.

L'essai de Ph. Rondot permettra à tous ceux qui suivent ce dossier de près ou qui souhaitent bien le comprendre d'avoir à leur disposition, sous un format réduit, l'ensemble des éléments portant sur la période 1973-1982. À ce titre-là au moins, il devrait figurer dans la plupart des bibliothèques. Ajoutons que l'auteur est un spécialiste bien connu des problèmes de l'Islam et qu'il a déjà consacré, dans la collection « Que sais-je ? » aux P.U.F., trois études intéressantes à : la Syrie, l'Irak et la Jordanie (Nos. 1704 - 1771 - 1823). Le lecteur pourra s'y reporter pour approfondir ses connaissances sur le Proche-Orient. Philippe Rondot, ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr est actuellement chargé de mission au Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM), organisme rattaché à la Fondation des sciences politiques et relevant du Premier ministre.

Daniel COLARD

*Faculté de Droit de Besançon, France*

*POLITIQUES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES AU MAGHREB ET AU PROCHE-ORIENT. Éditions du CNRS, Paris, Cahiers du C.R.E.S.M. no 14, 1982, 359 p.*

Autant la question des rapports entre science et société a été largement débattue durant les années 60, autant les politiques scientifiques ont été un thème favori des colloques et des conférences nationales et internationales des années 70. C'est dans cette ligne de pensée que le Centre de Recherches et d'Études sur les Sociétés Méditerranéennes (CRESM) a tenu en mai 1980, à Aix-en-Provence, une table-ronde sur « Les Politiques scientifiques et technologiques au Maghreb et au Proche-Orient ». Cette rencontre regroupait

une majorité de chercheurs et universitaires arabes auxquels s'étaient joints quelques spécialistes internationaux. La table-ronde avait pour objectif d'analyser les rapports entre politiques scientifiques et politiques technologiques, enseignement supérieur et recherche scientifique, transferts technologiques et formation technique. L'approche était délibérément multidisciplinaire et devait favoriser la mise en relief des différents aspects d'un même phénomène. Les communications présentées, publiées deux ans plus tard par le CNRS, font l'objet de ce compte-rendu.

Les communications portent essentiellement sur le Maghreb, indépendamment de quelques références, ici et là, à d'autres pays arabes, et uniquement deux d'entre elles traitent de l'Égypte qui peut difficilement à elle seule représenter tout le Proche-Orient. La différence ainsi effectuée entre le Maghreb et le Proche-Orient s'avère inutile d'autant plus que tous les bilans nationaux étudiés sont ceux de quatre pays situés au nord de l'Afrique (Maroc, Algérie, Tunisie et Égypte). Les communications sont regroupées sous deux rubriques « Politiques scientifiques et système international » et « Bilans nationaux ».

Concernant le premier volet « Politiques scientifiques et système international », les communications dans leur ensemble ont mis beaucoup plus l'accent sur les politiques technologiques que scientifiques. Quand la science est mentionnée, ce n'est pas par rapport à son rôle dans l'élaboration d'une politique scientifique, mais par rapport à l'évolution du concept, de son association à la technologie ou de son utilisation politique par la communauté scientifique internationale (B. Schroeder). Aucune communication ne traite vraiment de politique scientifique en tant que telle, et le rôle des organismes internationaux dans la promotion des politiques scientifiques nationales semble avoir été complètement ignoré, alors qu'il fut souvent prépondérant. Deux communications se révèlent particulièrement intéressantes, celle de J.R. Henry « Science, technologie, développement : questions sur un discours, » et celle de J.C. Vatin « Science et Puissances. Préalables à l'étude des politiques scientifiques et technologi-